



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 20 ΙΟΥΝΙΟΥ 1968

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
133

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 400

Περὶ κυρώσεως χρηματοδοτικῶν Συμφωνιῶν τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου μετὰ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ CONSORTIUM τοῦ Ὁργανισμοῦ Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ Ἀναπτύξεως.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν :

Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Α.Ν. 218/1967 «περὶ ρυθμίσεως θεμάτων δανεισμοῦ μέσω τοῦ CONSORTIUM τοῦ Ὁργανισμοῦ Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ Ἀναπτύξεως καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων», προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τοῦ Συντονισμοῦ καὶ Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν, ἀπεφασίσμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1ον.

Κυροῦνται, ἰσχύοντα ἀφ' ἧς συνήφθησαν, τὸ ὑπογραφέν ἐν Ἀθήναις τῇ 20ῃ Αὐγούστου 1964 Οἰκονομικὸν Πρωτοκόλλον, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας καὶ τὸ κατάρτισθὲν ἐν Ἀθήναις τῇ 25ῃ Νοεμβρίου 1964 Πρακτικὸν μικτῆς ἐπιτροπῆς δυνάμει τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ εἰρημένου Πρωτοκόλλου.

Τὰ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον κείμενα, τοῦ Ἑλληνο-Γαλλικοῦ Πρωτοκόλλου καὶ τοῦ Πρακτικοῦ τῆς μικτῆς ἐπιτροπῆς, ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν γλῶσσαν ἔχουν οὕτω :

PROTOCOLE FINANCIER ENTRE LA FRANCE ET LA GRECE

Le présent protocole a pour objet de définir les modalités du financement spécial que la France ouvre à la Grèce pour contribuer à son développement économique.

1ère PARTIE Montant et Nature du Financement

Article 1.

Le financement ouvert par la France à la Grèce porte sur 123 millions de francs. Il comprend :
des crédits de fournisseurs pour un montant de 82 millions de francs Sur ce total :

— un minimum de 52 millions de francs pourra, sous forme de crédits de fournisseurs à long terme, être employé à l'achat en France de biens d'équipement et de services liés à la réalisation de projets industriels en Grèce.

— le solde, soit un maximum de 30 millions de francs sous forme de crédits de fournisseurs à moyen terme, sera destiné à acquérir en France des biens d'équipement légers et des services.

— un prêt de 41 millions de francs du Trésor français au Gouvernement du Royaume de Grèce, lié :

— à concurrence de 16 millions de francs au règlement des acomptes afférents aux projets financés par les crédits de fournisseurs à long terme;

— à concurrence de 25 millions de francs aux paiements effectués en France pour l'achat de biens d'équipement et de services liés à leur acquisition ou d'études dont le choix est arrêté entre les autorités helléniques et le Conseiller Commercial français à Athènes.

Pour ouvrir droit à ce financement, les commandes de matériels et de services français devront être passées dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

2ème PARTIE

Modalités d'Utilisation et Conditions de Financement

Article 2.

Crédits de fournisseurs

1. Les crédits de fournisseurs à long terme sont destinés à financer des projets industriels choisis, de préférence, dans les secteurs énumérés en annexe.

Sont éligibles au bénéfice de ces crédits les projets :

a) comportant la fourniture de biens et services français ou réputés français;

b) représentant par fournisseur ou pour un même projet des commandes d'un montant minimum de trois millions de francs.

Les opérations admises à bénéficier de ces crédits de fournisseurs sont déterminées selon la procédure indiquée à l'article 6.

Les contrats intéressant ces opérations prévoient des versements d'acomptes échelonnés entre la commande et la livraison, dont le montant total devra atteindre 16/68^e de la valeur des biens et services fournis.

2. Les crédits de fournisseurs à moyen terme sont destinés à financer des commandes de biens d'équipement et de services français. Leur imputation dans le protocole est arrêtée entre les autorités helléniques et le

Conseiller Commercial français à Athènes. La valeur de chaque commande ou groupe de commandes à un même fournisseur est au minimum de 250.000 francs.

Article 3.

Prêt gouvernemental

1. Les droits à tirage sur la fraction du prêt gouvernemental associée à la réalisation des projets industriels sont égaux au montant des acomptes effectivement versés et sont utilisées à leur refinancement. Les paiements interviennent sur justification du règlement de ces acomptes.

2. Les droits à tirage sur la fraction du prêt gouvernemental utilisés pour l'achat en France de biens d'équipement, de services liés à leur acquisition ou d'études, correspondent au montant des règlements faits aux fournisseurs français et sont ouverts au fur et à mesure de la production de leurs pièces justificatives. Ces droits à tirage sont exercés ;

a) à concurrence de 7 millions, dans la proportion des 7/30^e du montant utilisé des 30 millions de crédits fournisseurs à moyen terme destinés à acquérir en France des biens d'équipement légers et des services.

b) à concurrence de 18 millions, dans la proportion des 18/16^e des tirages effectués au titre du financement des projets industriels prévues ci-dessus au paragraph 1.

3. Aucun tirage sur le prêt du Trésor, quel qu'en soit l'emploi, ne pourra être inférieur à 3 millions de francs.

4. Toutefois, afin d'accroître le bénéfice financier que le Gouvernement grec retire du présent Protocole, le Gouvernement français accepte de faire une avance immédiate de 18 millions de francs sur l'ensemble du prêt gouvernemental. Les tirages effectués sur le prêt gouvernemental consolideront cette avance au fur et à mesure de leur réalisation. Dans le cas où les commandes de biens et de services français passées avant la fin de l'année calendaire suivant celle de la signature du présent Protocole, n'auraient pas ouvert droit à des tirages sur le prêt gouvernemental à concurrence du montant de l'avance, le Gouvernement grec assurera le remboursement, dans un délai maximum de huit jours, du solde de l'avance au Trésor français.

Cette avance portera intérêt au même taux que le prêt du Trésor français. Le délai de remboursement visé à l'article 4 alinéa 3 ci-dessus commence à courir à partir de la mise à la disposition du Gouvernement grec de ces fonds.

Article 4.

Durée et taux d'intérêt du financement

1. Les crédits de fournisseurs destinés à financer des projets industriels sont consentis pour une durée supérieure à 5 ans et qui ne peut excéder 10 ans, à partir de la date de la livraison des biens et services ou de la fin des montages, lorsque ceux-ci ont été réalisés sous la responsabilité des fournisseurs français. Leurs taux d'intérêt, variables surtout selon leur durée, mais aussi par fournisseurs, ne sont pas supérieurs à 6 % (prime d'assurance-crédit non comprise) sur les soldes dus.

2. Les crédits de fournisseurs destinés à financer des achats de biens d'équipement légers ou des services, sont consentis pour une durée maximum de 5 ans, à partir de la date de livraison. Leur taux d'intérêt n'est pas supérieur à 4,70 % (prime d'assurance-crédit non comprise) sur les soldes dus.

3. Le prêt gouvernemental est consenti pour 15 ans et porte intérêt à 3½ % par an calculé sur le montant des soldes dus.

Article 5.

Païement des intérêts et amortissement du capital

1. Les intérêts des crédits de fournisseurs sont réglés semestriellement et commencent à courir à partir de la date de la prise en charge des biens et services. Leur amortissement s'effectue en paiements semestriels égaux. La première échéance intervient six mois après la date des livraisons ou six mois après la fin des montages lorsque ceux-ci ont été réalisés sous la responsabilité des fournisseurs français.

2. Le prêt du Trésor est amorti en 15 annuités égales, la première intervenant un an après chaque tirage. Les intérêts sont versés en même temps que les amortissements du capital.

3ème PARTIE

Détermination Des Opérations Bénéficiant Du Financement

Article 6.

— Projets industriels :

Une Commission mixte composée d'un nombre égal de membres français et grecs déterminera les projets appelés à bénéficier du financement spécial français.

Cet organisme, qui doit pouvoir être convoqué à bref délai, détermine le rythme de ses réunions en fonction des affaires à traiter.

La Commission examine les projets qui lui sont présentés et n'admet au bénéfice du Protocole que ceux qui font l'objet d'un accord commun,

Fait à Athènes, le 20 août 1964

en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Française.

JACQUES BAËYENS

Pour le Gouvernement Royal de Grèce.

ST. STEPHANOPOULOS

ANNEXE

Liste Indicative Des Secteurs De L'Economie Grecque Pouvant Bénéficier Du Financement Spécial Français

1. Chemins de fer (matériel de traction)
2. Extraction et traitement des minerais
3. Industries agricoles et alimentaires
4. Industrie chimique
5. Industrie textile
6. Marine MARCHANT
7. Production et distribution d'électricité et de gas
8. Sidérurgie et métallurgie
9. Télécommunications

PROCES - VERBAL

En exécution du Protocole financier du 20 août 1964, les deux délégations hellénique et française constituant la Commission Mixte prévue à l'article 6 du dit Protocole se sont rencontrées à Athènes les 21, 23 et 24 novembre 1964.

I —

La Commission, après avoir examiné les projets pour lesquels le bénéfice du financement spécial a été sollicité, a désigné comme éligibles les projets suivants :

LISTE A

Commandes et marchés susceptibles d'être passés par des acheteurs publics (administrations, collectivités et établissements publics helléniques).

1. Matériel ferroviaire de traction pour les Chemins de Fer Helléniques (S.E.K.) : 46 locomotives pour un montant de 43 millions de francs; ce programme pourra être réduit jusqu'à 25 millions de francs.

2. des cargos frigorifiques pour l'entreprise semi-publique «E.T.E.A.P.» pour un montant de 30 millions de francs environ.

3. divers projets intéressant l'Office des Télécommunications Helléniques (O.T.E.) pour un montant de 10 millions de francs environ et concernant notamment :

- la fourniture de 2.000 taxiphones
- la fourniture de matériel de télécommunications par courant porteur.

4. des commandes de l'Entreprise Publique d'Electricité (D.E.H.) pour un montant de 75 millions de francs environ concernant :

- un projet de centrale thermique de 125 MW qui doit être implantée à Aliveri ou en un autre lieu ;
- la liaison électrique entre le continent et l'île de Corfou.

les spécifications concernant ces deux projets n'étant pas encore exactement connues des deux délégations.

LISTE B

Commandes susceptibles d'être passées par des acheteurs privés helléniques.

1. Fourniture d'un chalutier - usine et de deux navires frigorifiques pour un montant de 29 millions de francs environ (demande de l'armement ASTAKOS).

2. Fourniture d'une installation pour le traitement de la magnésite pour un montant de 10 millions de francs environ (demande de la Société Financière de Grèce).

3. Fourniture de deux car - ferries pour un montant de 12.500.000 francs environ (demande de l'armement Ch. PAGOULATOS).

4. Construction d'une cimenterie en Crète pour un montant de 20 millions de francs (demande de la S.A. des Ciments de Crète).

5. Equipements pour la fabrication de tubes soudés pour un montant de 8.500.000 francs environ (demande de la S.A. IZOLA - BIOSSOL).

6. Pour mémoire, fourniture de cargos frigorifiques du type prévu à la liste A et dans la mesure où une partie de la commande inscrite pour l'acheteur public serait reportée sur un armement privé (demande de la S.A. EVANGHELISTRIA).

Ces listes pourront être ultérieurement complétées d'un commun accord.

La délégation française a appelé l'attention de la délégation hellénique sur l'intérêt que son Gouvernement attache au projet de création d'un réseau de télévision en Grèce.

La délégation hellénique a fait savoir que l'adjudication précédente avait été annulée et que des études étaient actuellement en cours. Il ne peut encore être donné aucune indication quant à la date d'achèvement de ces études et à leurs résultats, ni quant aux décisions que prendra le Gouvernement hellénique sur la base de ces études, ni quant à la solution qui sera adoptée pour la réalisation du projet qui fera éventuellement l'objet d'une nouvelle adjudication.

Les deux délégations sont tombées d'accord pour que, si un nouvel appel à la concurrence internationale

avait lieu, l'opération envisagée soit, le moment venu, déclarée éligible au bénéfice du financement spécial, sous réserve de l'existence de disponibilités financières dans le cadre du Protocole, et à condition que les offres françaises présentées à l'adjudication aient été considérées comme les meilleures.

II —

La délégation hellénique a interrogé la délégation française sur les garanties qui seront exigées des acheteurs privés, en raison d'une part de l'interdiction légale faite à la Banque de Grèce d'accorder un aval à des personnes ou sociétés privées, d'autre part du coût élevé des commissions d'aval demandées par les autres banques.

La délégation française a rappelé que la garantie demandée est, en règle générale, l'aval d'une banque de premier ordre. A défaut, et si l'acheteur demande à être couvert contre le risque d'insolvabilité de l'acheteur privé, la garantie de crédit ne pourra être accordée qu'après une enquête particulière qui aura pour but de déterminer la surface financière et la solvabilité de l'acheteur, et de fixer la nature des garanties accessoires qui peuvent être retenues :

- hypothèques de premier rang.
- cautions personnelles d'un ou des principaux actionnaires de la société débitrice.
- caution solidaire ou aval de sociétés tierces, qu'elles aient ou non des liens particuliers avec la société débitrice.

III.

Afin de faciliter l'exécution du Protocole et la réalisation des projets qui sont ou seront déclarés éligibles par les deux parties, les deux délégations sont tombées d'accord sur les dispositions suivantes :

— le financement par des crédits de fournisseurs à long terme décrit au troisième alinéa de l'article premier du Protocole, et prévu pour un minimum de 52 millions de francs, est porté à un montant total de 82 millions de francs;

— corollairement, le financement à moyen terme inscrit au quatrième alinéa du même article, à concurrence d'un maximum de 30 millions de francs, est supprimé;

— un montant de 7 millions de francs prélevé sur le prêt gouvernemental de 25 millions de francs visé à l'avant-dernier alinéa de l'article premier du Protocole est affecté au refinancement des acomptes afférents aux projets bénéficiant de crédits de fournisseurs à long terme.

Le financement à long terme comprend donc désormais d'une part une masse de 82 millions de francs de crédits de fournisseurs, d'autre part une masse de 23 millions de francs à imputer sur le prêt du Trésor français et destinée au règlement des acomptes se rapportant aux projets financés par les crédits de fournisseurs mentionnés ci-dessus. Le montant total de ces acomptes devra atteindre 23/105 de la valeur des biens et service fournis.

Les droits à tirage sur la fraction du prêt gouvernemental non affectée à des refinancements d'acomptes, soit 18 millions de francs, seront exercés au fur et à mesure de l'utilisation des crédits à long terme et dans la proportion de 18/23 des tirages effectués au titre des refinancements d'acomptes.

Enfin, la délégation hellénique a appelé l'attention de la délégation française sur les dispositions de l'article 3 du Protocole.

Elle a demandé que :

1. — les droits à tirage sur la fraction du prêt gouvernemental associée à la réalisation des projets industriels puissent être entièrement exercés sans donner lieu à imputation sur le montant de l'avance consentie par le Trésor français;

2. — une prorogation du délai de remboursement de l'avance soit envisagée, en raison du fractionnement des acomptes de la commande à la livraison.

La délégation française a pris note de ces demandes auxquelles elle s'efforcera de trouver une solution satisfaisante, notamment en ce qui concerne la procédure des droits de tirage.

Fair à Athènes
en double exemplaire
le 25 novembre 1964

Le Président Le Président
de la Délégation Hellénique de la Délégation Française

ΔΑΝΕΙΑΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΕΤΑΞΥ ΓΑΛΛΙΑΣ ΚΑΙ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἡ παρούσα σύμβασις σκοπὸν ἔχει νὰ προσδιορίσῃ τοὺς ὅρους τοῦ εἰδικοῦ δανεισμοῦ, τὸν ὁποῖον ἡ Γαλλία παρέχει πρὸς τὴν Ἑλλάδα, ἵνα συνεισφέρῃ εἰς τὴν οἰκονομικὴν τῆς ἀνάπτυξιν.

1ον ΜΕΡΟΣ

Ποσὸν καὶ φύσιν δανεισμοῦ.

Ἄρθρον 1.

Τὸ ὑπὸ τῆς Γαλλίας πρὸς τὴν Ἑλλάδα παρεχόμενον δάνειον ἀνέρχεται εἰς 123 ἐκ. Φρ. Τοῦτο περιλαμβάνει:

— Ἐμπορικὰς πιστώσεις διὰ ποσὸν 82 ἐκ. Φρ. Ἐκ τοῦ ποσοῦ τούτου:

— 52 ἐκ. Φρ. κατ' ἐλάχιστον ὄριον δύνανται, ὑπὸ μορφήν μακροπρόθεσμων ἐμπορικῶν πιστώσεων, νὰ χρησιμοποιηθῶσι διὰ τὴν ἐν Γαλλίᾳ ἀγορὰν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν συνδεομένων μετὰ τὴν πραγματοποιήσιν ἐν Ἑλλάδι βιομηχανικῶν ἔργων.

— Τὸ ὑπόλοιπον, ἥτοι 30 ἐκ. Φρ. κατ' ἀνώτατον ὄριον, ὑπὸ μορφήν μεσοπρόθεσμων ἐμπορικῶν πιστώσεων, προορίζεται διὰ τὴν ἐν Γαλλίᾳ ἀπόκτησιν ἐλαφρῶν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

— Κρατικὸν δάνειον ἐκ 41 ἐκ. Φρ. τοῦ Γαλλικοῦ Θησαυροφυλακίου πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, συνδεόμενον:

— Διὰ ποσοῦ 16 ἐκ. Φρ. μετὰ τὴν καταβολὴν τῶν προκαταβολῶν τῶν ὑπὸ τῶν μακροπρόθεσμων ἐμπορικῶν πιστώσεων χρηματοδοτουμένων ἔργων.

— Διὰ ποσοῦ 25 ἐκ. Φρ., μετὰ τὰς ἐν Γαλλίᾳ πραγματοποιημένας πληρωμὰς διὰ τὴν ἀγορὰν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν συνδεομένων μετὰ τὴν ἀπόκτησιν τούτων ἢ μελετῶν, ὧν ἡ ἐπιλογή ἐνεργεῖται ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν καὶ τοῦ ἐν Ἀθήναις Γάλλου Ἐμπορικοῦ Συμβούλου.

Διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν ἐκ τῆς χρηματοδοτήσεως ταύτης δικαιωμάτων, αἱ παραγγελίαι ὑλικῶν καὶ ὑπηρεσιῶν ἐκ Γαλλίας ὀφείλουσι νὰ πραγματοποιηθῶσι ἐντὸς προθεσμίας δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμβάσεως.

2ον ΜΕΡΟΣ

Τρόπος χρησιμοποίησεως καὶ ὅροι δανείου.

Ἄρθρον 2.

Ἐμπορικὰς πιστώσεις.

1. Αἱ μακροπρόθεσμοι ἐμπορικὰς πιστώσεις προορίζονται διὰ τὴν χρηματοδότησιν τῶν βιομηχανικῶν ἔργων, ἐπιλεγόμενων, κατὰ προτίμησιν, μεταξὺ τῶν ἐν παραρτήματι ἀριθμουμένων τομέων.

Αἱ πιστώσεις αὗται παρέχονται δι' ἔργα:

α) Ἀφορῶντα τὴν προμήθειαν Γαλλικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν ἢ θεωρουμένων ὡς Γαλλικῶν.

β) Ἀντιπροσωπεύοντα παραγγελίας, κατὰ προμηθευτὴν ἢ κατὰ ἔργον, τοῦλάχιστον 3 ἐκ. Φρ.

Τὰ δυνάμενα νὰ χρηματοδοτηθῶσι ἐκ τῶν πιστώσεων τούτων ἔργα προσδιορίζονται ἑαυτῇ τῆς ἐν ἄρθρῳ 6 ὑποδεικνυμένης διαδικασίας.

Τὰ ἀφορῶντα εἰς τὰ ἔργα ταῦτα συμφωνητικὰ προβλέπουν προκαταβολὰς, κλιμακωμένας μεταξὺ παραγγελίας καὶ παραδόσεως. Ὦν τὸ συνολικὸν ποσὸν ὀφείλει νὰ ἀνέλθῃ εἰς 16)68 τῆς ἀξίας τῶν προμηθευομένων ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

2. Αἱ μεσοπρόθεσμοι ἐμπορικὰς πιστώσεις προορίζονται διὰ τὴν χρηματοδότησιν παραγγελιῶν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν. Ὁ καταλογισμὸς τῶν εἰς τὴν σύμβασιν ὀρίζεται ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν καὶ τοῦ ἐν Ἀθήναις Ἐμπορικοῦ Συμβούλου τῆς Γαλλίας. Ἡ ἀξία ἐκάστης παραγγελίας, ἢ ομάδος παραγγελιῶν, πρὸς τὸν αὐτὸν προμηθευτὴν, ὀρίζεται κατ' ἐλάχιστον ὄριον 250.000 Φρ.

Ἄρθρον 3.

Κυβερνητικὸν Δάνειον.

1. Τὰ δικαιώματα ἀναλήψεως ἐπὶ τοῦ συνδεομένου μετὰ τὴν πραγματοποίησιν βιομηχανικῶν ἔργων τμήματος τοῦ Κρατικοῦ Δανείου εἶναι ἰσόποσα μετὰ τὰς καταβληθείσας προκαταβολὰς καὶ χρησιμοποιοῦνται πρὸς ἐπαναχρηματοδότησιν τῶν. Αἱ πληρωμαὶ ἐνεργοῦνται ἑαυτῇ δεδικαιολογημένου διακανονισμοῦ τῶν προκαταβολῶν τούτων.

2. Τὰ δικαιώματα ἀναλήψεως ἐπὶ τοῦ χρησιμοποιουμένου διὰ τὴν ἐν Γαλλίᾳ ἀγορὰν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν, ὑπηρεσιῶν σχετικῶν μετὰ τὴν ἀπόκτησιν τούτων ἢ μελετῶν, τμήματος τοῦ Κρατικοῦ Δανείου, ἀντιστοιχοῦν πρὸς τὸ ποσὸν τῶν ἐνεργηθειῶν πληρωμῶν πρὸς τοὺς Γάλλους προμηθευτὰς καὶ παρέχονται καὶ ὃν χρόνον παρυσιάζονται τὰ σχετικὰ δικαιολογητικά. Τὰ δικαιώματα ἀναλήψεως ἐνεργοῦνται:

α) διὰ ποσὸν 7 ἐκ., κατ' ἀναλογίαν 7)30 τοῦ χρησιμοποιουμένου ποσοῦ τῶν διὰ τὴν ἐν Γαλλίᾳ ἀπόκτησιν ἐλαφροῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑπηρεσιῶν μεσοπρόθεσμων ἐμπορικῶν πιστώσεων ἐκ 30 ἐκ. Φρ.

β) διὰ ποσὸν 18 ἐκ., κατ' ἀναλογίαν 18)16 τῶν πραγματοποιημένων ἀναλήψεων διὰ τὴν χρηματοδότησιν τῶν ὑπὸ τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1 προβλεπομένων βιομηχανικῶν ἔργων.

3. Οὐδεμία ἀνάληψις ἐπὶ τοῦ διακρατικοῦ δανείου, οἰαδήποτε εἶναι ἡ χρησιμοποίησις, δὲν δύναται νὰ εἶναι κατωτέρη τῶν 3 ἐκ. Φράγκων.

4. Πάντως, ἵνα αὐξηθῇ τὸ χρηματοδοτικὸν ὄφελος τὸ ὁποῖον ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀρύεται ἐκ τῆς παρούσης συμβάσεως, ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις δέχεται ὅπως προκαταβάλῃ ἀμέσως ποσὸν 18 ἐκ. Φρ. ἐπὶ τοῦ συνόλου τοῦ Κρατικοῦ Δανείου. Αἱ ἐπὶ τοῦ Κρατικοῦ Δανείου πραγματοποιούμεναι ἀναλήψεις θὰ παγιοποιῶν τὴν προκαταβολὴν ταύτην καὶ ὃν χρόνον πραγματοποιοῦνται αὗται. Εἰς ἣν περίπτωσιν, αἱ δοθείσαι παραγγελίαι διὰ Γαλλικὰ ἀγαθὰ καὶ ὑπηρεσίας, πρὸ τοῦ τέλους τοῦ ἀκολουθοῦντος τὴν ὑπογραφήν τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου ἡμερολογιακοῦ ἔτους, δὲν παρεῖχον δικαίωμα ἀναλήψεων ἐπὶ τοῦ διακρατικοῦ δανείου διὰ τὸ ποσὸν τῆς προκαταβολῆς, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐπιστροφήν, ἐντὸς προθεσμίας 8 ἡμερῶν, κατ' ἀνώτατον ὄριον, τοῦ υπολοίπου τῆς προκαταβολῆς τοῦ Γαλλικοῦ Θησαυροφυλακίου.

Ἡ προκαταβολὴ αὕτη φέρει ἐπιτόκιον ἰδίου ποσοστού μετὰ τὸ δάνειον τοῦ Γαλλικοῦ Θησαυροφυλακίου. Ἡ ὑπὸ τὸ ἄρθρον 4, παρ. 3 προβλεπομένη προθεσμία ἐξοφλήσεως ἀρχεῖται ἀπ' ἧς τὸ ποσὸν τοῦτο τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως.

"Άρθρον 4.

Διάρκεια και επιτόκιο δανείου.

1. Αι προοριζόμεναι διὰ τὴν χρηματοδότησιν βιομηχανικῶν ἔργων ἐμπορικαὶ πιστώσεις παρέχονται διὰ διάρκειαν ἀνωτέραν τῶν 5 ἐτῶν καὶ μὴ ὑπερβαίνουσιν τὰ 10 ἔτη, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας παραδόσεως τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν ἢ ἀπὸ τῆς ἀποπερατώσεως τῶν συναρμολογήσεων ὅταν αὗται πραγματοποιοῦνται ὑπὸ τὴν εὐθύνην Γάλλων προμηθευτῶν. Τὸ ἐπιτόκιον τῶν μεταβλητῶν, κυρίως, ἀναλόγως τῆς διαρκείας τῶν, ἀλλ' ἐπίσης καὶ κατὰ προμηθευτὴν, δὲν εἶναι ἀνώτερον τοῦ 6% (μὴ περιλαμβανομένου τοῦ ἀσφαλίστρου) ἐπὶ τοῦ ἀνεξοφλήτου ποσοῦ.

2. Αἱ πρὸς χρηματοδότησιν ἀγαθῶν ἐλαφροῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ ὑπηρεσιῶν διατιθέμεναι ἐμπορικαὶ πιστώσεις παρέχονται διὰ διάρκειαν οὐχὶ ἀνωτέραν τῶν 5 ἐτῶν, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας παραδόσεως. Τὸ ἐπιτόκιον τῶν δὲν εἶναι ἀνώτερον τῶν 4,70% (μὴ περιλαμβανομένου τοῦ ἀσφαλίστρου) ἐπὶ τοῦ ἀνεξοφλήτου ποσοῦ.

3. Τὸ διακρατικὸν δάνειον παρέχεται διὰ 15 ἔτη καὶ φέρει τόκον 3 1/2% ἐτησίως, ὑπολογιζομένου ἐπὶ τοῦ ἀνεξοφλήτου ποσοῦ.

"Άρθρον 5.

Καταβολὴ Τόκων καὶ Ἀπόσβεσις Κεφαλαίου.

1. Οἱ τόκοι τῶν Ἐμπορικῶν πιστώσεων καταβάλλονται διὰ μηνῶν καὶ ὑπολογίζονται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν. Ἡ ἀπόσβεσις τῶν πραγματοποιεῖται δι' ἴσων ἐξαμηνιαίων καταβολῶν. Ἡ πρώτη δόσις λαμβάνει χώραν ἐξ μηνῆος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν παραδόσεως ἢ ἐξ μηνῆος μετὰ τὸ πέρας τῶν συναρμολογήσεων ὅταν αὗται πραγματοποιοῦνται ὑπὸ τὴν εὐθύνην Γάλλων προμηθευτῶν.

2. Τὸ δάνειον τοῦ Θησαυροφυλακίου θὰ ἀποσβεσθῇ διὰ 15 ἴσων ἐτησίων δόσεων, ἢ πρώτη δόσις ἐν ἔτος μετὰ ἐκάστην ἀνάληψιν. Οἱ τόκοι καταβάλλονται συγχρόνως μὲ τὰ χρεωλύσια τοῦ κεφαλαίου.

3ον ΜΕΡΟΣ

Προσδιορισμὸς τῶν Χρηματοδοτουμένων Ἔργων.

"Άρθρον 6.

Βιομηχανικὰ Ἔργα.

Μία μικτὴ Ἐπιτροπὴ, ἀποτελουμένη ἀπὸ ἴσων ἀριθμῶν μελῶν Γάλλων καὶ Ἑλλήνων, θὰ προσδιορίσῃ τὰ δυνάμενα νὰ τύχῃσι τοῦ εἰδικοῦ Γαλλικοῦ δανεισμοῦ ἔργα.

Τὸ ὄργανον τοῦτο, τὸ ὁποῖον ὀφείλει νὰ δύναται νὰ κληθῇ ὅπως συνέλθῃ ἐντὸς βραχέως χρονικοῦ διαστήματος, προσδιορίζει τὸν ρυθμὸν τῶν συνεδριάσεων του ἐν σχέσει μὲ τὰ ἐξετάζόμενα θέματα.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξετάζει τὰ ἔργα τὰ ὁποῖα τῆς ὑποβάλλονται καὶ δὲν ἀποδέχεται, πρὸς ὄφελος τῆς συμβάσεως, παρὰ ἐκείνα διὰ τὰ ὁποῖα ὑπάρχει κοινὴ συμφωνία.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος
JACQUES BAIEYENS ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΗ ΚΑΤΑΣΤΑΣΙΣ ΤΟΜΕΩΝ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΔΥΝΑΜΕΝΩΝ
ΝΑ ΤΥΧΩΣΙ ΤΟΥ ΕΙΔΙΚΟΥ ΓΑΛΛΙΚΟΥ ΔΑΝΕΙΣΜΟΥ

1. Σιδηρόδρομοι (ὕλικὸν ἑλξέως).
2. Ἐξόρυξις καὶ ἐκμετάλλευσις ὀρυκτῶν.
3. Γεωργικαὶ βιομηχανίαι καὶ βιομηχανίαι τροφίμων.
4. Χημικὴ βιομηχανία.
5. Ὑφαντουργία.
6. Ναυτιλία.
7. Παραγωγή καὶ διανομὴ ἡλεκτρισμοῦ καὶ φωταερίου.

8. Σιδηροεργία καὶ μεταλλουργία.

9. Τηλεπικοινωνίαι.

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

Εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ οἰκο-ομικοῦ πρωτοκόλλου τῆς 20ῆς Αὐγούστου 1964, αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι, Ἑλληνικὴ καὶ Γαλλικὴ, ἀποτελοῦσαι τὴν εἰς τὸ ἄρθρον 6 τοῦ εἰρημένου πρωτοκόλλου προβλεπομένην Μικτὴν Ἐπιτροπὴν συνηχτήθησαν ἐν Ἀθήναις τὴν 21ην, 23ην καὶ 24ην Νοεμβρίου 1964.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ, ἐξετάσασα τὰ σχέδια ἔργων (PROJETS) διὰ τὰ ὁποῖα ἐζητήθη νὰ γίνῃ χρῆσις τῆς εἰδικῆς χρηματοδοτήσεως, ὥρισαν ὡς δυνάμενα νὰ ἐκτελοῦν τὰ κατωτέρω σχέδια ἔργων:

ΠΙΝΑΞ Α'.

Παραγγελλίαι καὶ ἀγοραὶ δυνάμεναι νὰ προέλθουν ἀπὸ δημοσίους ἀγοραστάς (ἐλληνικὰς διοικητικὰς ὑπηρεσίας, ὁμάδας καὶ δημόσια ἱδρύματα).

1. Σιδηροδρομικὸν ὕλικὸν ἑλξέως διὰ τοὺς Σιδηροδρόμους τοῦ Ἑλληνικοῦ Κράτους (ΣΕΚ): 46 δεξαελομηνιαί διὰ ποσὸν 43 ἑκατ. φράγκων τὸ πρόγραμμα τοῦτο δύναται νὰ μειωθῇ μέχρις 25 ἑκατ. φράγκων.

2. Πλοῖα - ψυγεῖα διὰ τὴν ἡμικρατικὴν ἐπιχείρησιν "Ε.Τ.Ε.Α.Π." διὰ ποσὸν 30 ἑκατ. φράγκων περίπου.

3. Διάφορα σχέδια ἔργων, τὰ ὁποῖα ἐνδιαφέρουν τὸν Ὄργανισμὸν Τηλεπικοινωνιῶν Ἑλλάδος (Ο.Τ.Ε.), διὰ ποσὸν περίπου 10 ἑκατ. φράγκων καὶ ἀφορῶντα κυρίως:

- τὴν προμήθειαν 2.000 ταξιφώνων
- τὴν προμήθειαν τηλεπικοινωνιακοῦ ὕλικου διὰ φερεσούχων (COURANT--PORTEUR).

4. Παραγγελλίαι τῆς Δημοσίας Ἐπιχειρήσεως Ἡλεκτρισμοῦ (ΔΕΗ) διὰ ποσὸν 75 ἑκατ. φράγκων περίπου, ἀφορῶσαι:

- PROJET θερμοῦ ἐργοστασίου 125 MW ἱδρυθησομένου ἐν Ἀλιβερίῳ ἢ ἀλλοῦ.
- τὴν δι' ἡλεκτρικοῦ ρεύματος σύνδεσιν τῆς ἡπειρωτικῆς Ἑλλάδος μετὰ τῆς νήσου Κερκύρας.

Αἱ περὶ τῶν δύο ἀνωτέρω σχεδίων ἔργων προδιαγραφαὶ δὲν εἶναι εἰσέτι ἐπακριβῶς γνωσταὶ εἰς τὰς δύο ἀντιπροσωπεΐας.

ΠΙΝΑΞ Β'.

Παραγγελλίαι δυνάμεναι νὰ δοθοῦν ὑπὸ Ἑλλήνων ἰδιωτικῶν ἀγοραστῶν.

1. Προμήθεια ἐνὸς ἀλιευτικοῦ πλοίου—ἐργοστασίου καὶ δύο πλοίων -ψυγείων διὰ ποσὸν περίπου 29 ἑκατομμυρίων φράγκων (αἰτήσεις τῶν ἐχόντων τὰς ἐγκαταστάσεις ΛΣΤΑ-ΚΟΣ).

2. Προμήθεια ἐγκαταστάσεως διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν λευκολίθου (μαρμαρίτου) διὰ ποσὸν περίπου 10 ἑκατ. φράγκων (αἰτήσεις Ἀνωτάτου Ἐταρρείας Ἐπιχειρήσεων ἐν Ἑλλάδι).

3. Προμήθεια δύο πορθυσίων -αὐτοκινήτων (CAR -FERRES) διὰ ποσὸν περίπου 12.500.000 φράγκων (αἰτήσεις τῶν ἐχόντων τὰς ἐγκαταστάσεις Χ. ΠΑΓΟΥΛΑΤΟΣ).

4. Κατασκευὴ ἐργοστασίου τσιμέντων ἐν Κρήτῃ διὰ ποσὸν περίπου 20 ἑκατ. φράγκων (αἰτήσεις τῆς Α. Ε. Τσιμέντων Κρήτης).

5. Ἐγκαταστάσεις (ἐξοπλισμοὶ) διὰ τὴν κατασκευὴν συγκεκολλημένων σωλήνων διὰ ποσὸν περίπου 8.500.000 φράγκων (αἰτήσεις τῆς Α. Ε. ΙΖΟΛΑ--ΒΙΟΣΩΛ).

6. Γίνεται ἐπίσης μνεία τῆς περιπτώσεως προμηθειᾶς πλοίων - ψυγείων τύπου ὡς ὁ προβλεπόμενος εἰς τὸν Πίνακα Α. καὶ ὁ μέτρον μέρος τῆς ἀνατεθείσης παραγγελίας εἰς τὸν δημόσιον προμηθευτὴν ἡδεῖα μεταβιβασθῇ εἰς ἰδιωτικὴν ἐγκατάστασιν (αἰτήσεις τῆς Α. Ε. ΕΥΑΓΓΕΛΙΣΤΡΙΑ).

Οἱ ἀνωτέρω πίνακες δύνανται νὰ συμπληρωθοῦν μεταγενέστερον διὰ κοινῆς συμφωνίας.

Ἡ Γαλλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐπέστησε τὴν προσοχὴν τῆς Ἑλληνικῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ τοῦ ἐνδιαφέροντος τὸ ὁποῖον δείκνυται ἡ Κυβέρνησις τῆς διὰ τὸ ἔργον ἐγκυκλοπαιδείας δι-
κτύου τηλεοράσεως ἐν Ἑλλάδι.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐγνωστοποίησεν ὅτι εἶχεν ἀ-
κυρωθῇ ἡ προηγουμένη προκήρυξις διαγωνισμοῦ καὶ ὅτι ἐξε-
πονούντο ἤδη μελέται. Οὐδεμίαν εἰσέτι δύναται νὰ δοθῇ πλη-
ροφόρια ὡς πρὸς τὸν χρόνον περατώσεως τῶν ἐν λόγῳ μελε-
τῶν καὶ τὰ ἀποτελέσματα αὐτῶν, οὔτε περὶ τῶν ἀποράσεων,
αἵτινες θὰ ληφθῶν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως βάσει
τῶν μελετῶν τούτων, οὔτε περὶ τῆς δοθησάμενης λύσεως διὰ
τὴν πραγματοποιήσιν τοῦ σχεδίου ἔργου, διὰ τὸ ὁποῖον ἐνδεχο-
μένως θὰ γίνῃ νέα προκήρυξις διαγωνισμοῦ.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεΐαι συνεφώνησαν ὅπως, ἐν τῇ περιπτώσει
ἥδε, εἰς προκηρυχθῇ νέος διεθνὴς διαγωνισμός, ἡ προβλεπο-
μένη ἐργασία κατακυρωθῇ, ὅταν ἐπιστῇ ἡ στιγμή, ὑπὲρ τῆς
εἰδικῆς χρηματοδοτήσεως ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι θὰ ὑφί-
στανται διακρίσιμα κεφάλαια ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ Πρωτοκόλλου
καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ εἰς τὸν διαγωνισμὸν ὑποβλη-
θῇσονται Γαλλικαὶ προσφοραὶ θὰ θεωρηθῶν ὡς αἱ καλῦτε-
ραι.

II. Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἠρώτησε τὴν Γαλλικὴν
ἀντιπροσωπεΐαν περὶ τῶν ἐγγυήσεων αἱ ὁποῖαι θὰ ἀπαιτηθῇ
νὰ δοθῶν ὑπὸ τῶν ιδιωτῶν ἀγοραστῶν, ἀφ' ἑνὸς μὲν λόγῳ
τῆς εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος διὰ νόμου ἀπαγορεύσεως
ὅπως δίδῃ τριτεγγύησιν εἰς ιδιώτας πρόσωπα ἢ ἐταιρείας
καὶ ἀφ' ἑτέρου λόγῳ τοῦ μεγάλου κόστους προμηθείας διὰ
τριτεγγύησιν, τὸ ὁποῖον ζητοῦν αἱ ἄλλαι Τράπεζαι.

Ἡ Γαλλικὴ ἀντιπροσωπεία ὑπενδύμησεν ὅτι ἡ ζητούμενη
ἐγγύησις εἶναι κατὰ γενικὸν κανόνα ἡ τριτεγγύησις μὲς Τρα-
πέζης πρώτης τάξεως. Ἐλλείπει αὐτῆς καὶ ἐὰν ὁ ἐξαγω-
γεὺς ζητῇ νὰ εἶναι κεκαλυμμένος ἐναντι τοῦ κινδύνου νὰ
εὗρεθῇ ἀφερέγγυος ὁ ιδιώτης ἀγοραστής, ἡ ἐγγύησις χρη-
τήσεως πιστώσεως δύναται νὰ δοθῇ μόνον κατόπιν εἰδικῆς
ἐρᾶς ἀποσκοπούσης ὅπως καθορισθῇ ἡ οἰκονομικὴ ἐπιφά-
νεια καὶ τὸ φερέγγυον τοῦ ἀγοραστοῦ καὶ ὁρισθῇ ἡ φύσις τῶν
δυνάμενων νὰ παρασχεθῶν συμπληρωματικῶν ἐγγυήσεων:

— πρῶται ὑποθίχαι

— προσωπικαὶ ἐγγυήσεις ἐνὸς ἢ τῶν κυριωτέρων μετόχων
τῆς ὀφειλετρίας ἐταιρείας.

— ἀλληλέγγυος ἐγγυήσεις ἡ τριτεγγύησις τρίτων ἐταιρειῶν
ἐχουσῶν ἢ μὴ εἰδικούς δεσμούς μετὰ τῆς ὀφειλετρίας ἐται-
ρείας.

III. Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ Πρωτοκόλλου
καὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ἔργων, διὰ τὰ ὁποῖα ἀμφοτέρω τὰ
μέρη (αἱ ἀντιπροσωπεΐαι) ἀπεφάνθησαν ἡ θὰ ἀποφανθῶν ὅτι
εἶναι ἐκ τῶν δυνάμενων νὰ ἐκλεγῶν, αἱ δύο ἀντιπροσωπεΐαι
συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων:

— Ἡ χρηματοδότησις διὰ μακροχρονίων ἐμπορικῶν πιστώ-
σεων, περὶ τῆς ὁποίας ἀναφέρει τὸ τρίτον ἐδάφιον τοῦ πρώτου
ἄρθρου τοῦ Πρωτοκόλλου καὶ ἡ ὁποία προβλέπεται διὰ ποσὸν
κατ' ἐλάχιστον ὅριον 52 ἐκατ. φράγκων αὐξάνει εἰς συνολικὸν
ποσὸν 82 ἐκατ. φράγκων.

— Κατ' ἀκολουθίαν ἡ εἰς τὸ τέταρτον ἐδάφιον τοῦ αὐτοῦ
ἄρθρου ἐγγεγραμμένη μεσοπρόθεσμος χρηματοδότησις μέχρις
ἀνωτάτου ποσοῦ 30 ἐκατ. φράγκων, καταργεῖται.

— Ποσὸν 7 ἐκατ. φράγκων κρατούμενον ἐκ τοῦ κρατικοῦ
δανείου τῶν 52 ἐκατ. φράγκων, τοῦ ὁποίου γίνεται μνεία εἰς
τὸ προτελευταῖον ἐδάφιον τοῦ πρώτου ἄρθρου τοῦ Πρωτοκό-
λου, διατίθεται πρὸς ἀναχρηματοδότησιν τῶν προκαταβολῶν
ἐναντι ὀφειλῶν ἀφορωσῶν τὰ ἔργα διὰ τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦν-
ται μακροπρόθεσμοι ἐμπορικαὶ πιστώσεις.

Ἡ μακροπρόθεσμος χρηματοδότησις περιλαμβάνει ὅθεν τοῦ
λοιποῦ ἀφ' ἑνὸς ποσὸν 82 ἐκατ. φράγκων ἐμπορικῶν πιστώ-
σεων καὶ ἀφ' ἑτέρου ποσὸν 23 ἐκατ. φράγκων τὸ ὁποῖον θὰ
συμφηρισθῇ εἰς τὸ δάνειον τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου Τημερίου

καὶ θὰ διατεθῇ πρὸς διακανονισμὸν τῶν προκαταβολῶν τῶν
συνδεομένων πρὸς τὰ διὰ τῶν ἀνωτέρω μνημονευμένων ἐμπο-
ρικῶν πιστώσεων χρηματοδοτούμενα ἔργα. Τὸ συνολικὸν ἔθεν
ποσὸν τῶν ἐν λόγῳ πληρωμῶν ἐναντι ὀφειλῶν θὰ ἐνέλθῃ εἰς
23/105 τῆς ἀξίας τῶν παρεχομένων ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

Τὰ δικαιώματα ἀναλήψεως ἐκ τοῦ μέρους τοῦ κρατικοῦ
δανείου, τὸ ὁποῖον δὲν διατίθεται πρὸς ἐπαναχρηματοδότησιν
προκαταβολῶν ἤτοι 18 ἐκατ. φράγκων, θὰ ἀσχοῦνται βαθμη-
δὸν ἀναλόγως τῆς χρησιμοποίησεως τῶν μακροπρόθεσμων πι-
στώσεων καὶ κατ' ἀναλογίαν 18/23 τῶν πραγματοποιουμένων
ἀναλήψεων πρὸς ἐπαναχρηματοδότησιν τῶν προκαταβολῶν.

Τέλος ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐπέστησε τὴν προσοχὴν
τῆς Γαλλικῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου
3 τοῦ Πρωτοκόλλου, ζητήσασα ὅπως:

1. Τὰ δικαιώματα ἀναλήψεως ἐκ τοῦ μέρους τοῦ κρατικοῦ
δανείου τὸ ὁποῖον συνδέεται πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν βιομηχανικῶν
σχεδίων ἔργων, δύναται νὰ ἀσχοῦνται πλήρως, χωρὶς νὰ
ὑπάρχῃ περίπτωσις συμψηφισμοῦ τῶν εἰς τὸ ποσὸν τῆς ὑπὸ
τοῦ Γαλλικοῦ Θησαυροφυλακίου διατιθεμένης προκαταβολῆς.

2. Ληφθῇ πρόβλεψις περὶ παρατάσεως τῆς προθεσμίας
ἐξοφλήσεως τῆς προκαταβολῆς λόγω τοῦ ἐπιμερισμοῦ τῶν
παρεχομένων διὰ τὰς παραγγελίας προκαταβολῶν κατὰ τὴν
παράδοσιν.

Ἡ Γαλλικὴ ἀντιπροσωπεία ἔλαβεν ὑπὸ σημείωσιν τὰ αἰτή-
ματα ταῦτα, διὰ τὰ ὁποῖα θὰ προσπαθῇ νὰ ἐξεύρῃ ἱκανο-
ποιητικὴν λύσιν, ἰδίᾳ ὅσον ἀφορᾷ τὴν διαδικασίαν τῶν δικαιω-
μάτων ἀναλήψεως.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις

εἰς διπλοῦν

τὴν 25ην Νοεμβρίου 1964

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ὁ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς
Ἀντιπροσωπείας Ἀντιπροσωπείας

Ἄρθρον 2ον.

Κυροῦται, ἰσχύον ἀφ' ἧς συνήφθη, τὸ ὑπογραφέν ἐν Ἀθή-
ναις τῇ 31ῃ Ἰανουαρίου 1967 Ἑλληνο-Γαλλικὸν Οἰκονομικὸν
Πρωτόκολλον μετὰ τῆς ἐν αὐτῷ συνημμένης τροποποιήσεως
τοῦ μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας Οἰκονομικοῦ Πρωτοκόλλου
τῆς 20ῆς Αὐγούστου 1964.

Τὸ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον κείμενον τοῦ Ἑλλη-
νο-Γαλλικοῦ Πρωτοκόλλου μετὰ τῆς ἐν αὐτῷ συνημμένης
τροποποιήσεως ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μετα-
φράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἔχει οὕτω:

PROTOCOLE FINANCIER GRECO- FRANCAIS

Dans l'esprit d'amitié qui unit la Grèce et la France,
et en vue d'intensifier le développement économique de
la Grèce ainsi que de promouvoir la coopération des
deux pays, le Gouvernement Royal Hellénique et le
Gouvernement Français sont convenus des dispositions
financières suivantes :

Article 1.

Le Gouvernement Français s'engage à donner sa
garantie à des crédits destinés à faciliter le financement
de prestations commerciales intéressant la Grèce et
la France et à consentir également à cette fin un prêt
au Gouvernement Royal Hellénique. Ces concours fi-
nanciers d'élèvent au total à 102 (Cent deux) millions
de francs.

Article 2.

Les moyens financiers fixés à l'article 1 comprennent:
— 84 (quatre vingt quatre) millions de francs sous
forme de crédits garantis par le Gouvernement Français et
— 18 (dix huit) millions de francs sous forme d'un
prêt consenti par le Trésor Français au Gouvernement

Royal Hellénique. Ce prêt gouvernement est destiné à refinancer les montants préalablement versés par des acheteurs hellènes, à titre d'acomptes sur les commandes de biens d'équipement industriels et de services qui s'y rapportent, le solde de ces commandes étant financé par les crédits garantis susvisés.

Article 3.

Les moyens financiers définis à l'article 2 sont destinés :

a) à concurrence de 72 (soixante douze) millions de francs (dont 54 cinquante quatre) millions de francs de crédit garantis et 18 (dix huit) millions de francs de prêt gouvernemental à financer des commandes de biens d'équipement industriels et des services s'y rapportant choisis d'un commun accord par les deux parties dans la liste indicative A annexée au présent Protocole. La valeur de chaque commande de biens d'équipement confiée à l'industrie française doit être au minimum de 3 millions de francs (trois millions).

b) à concurrence de 30 (trente) millions de francs, sous forme de crédits garantis destinés à permettre le financement de biens acquis en France, parmi ceux qui figurent sur la liste B jointe au présent Accord et qui, en application de la réglementation hellénique des importations, doivent être réglés au comptant. La valeur de chaque commande ou group de commandes à un même fournisseur est au minimum de 10.000 (dix mille) francs.

Article 4.

Dans le limite du total fixé à l'article 1, les commandes et services susceptibles de bénéficier des crédits fixés à l'article 3 doivent être passés en France à des fournisseurs ou prestataires français et porter sur des biens ou des services français ou réputés tels.

Article 5.

Les commandes visées à l'alinéa a) de l'article 3 ouvrent droit à des tirages sur le prêt du Trésor à concurrence du montant des acomptes versés, le financement du solde étant assuré par les crédits garantis dont les modalités sont précisées ci-après.

Article 6.

Le montant des acomptes se rapportant aux commandes confiées aux fournisseurs français représente 25 % du prix des commandes de biens et de services passées en France. Ces acomptes font l'objet de paiements échelonnés entre la date de la commande et celle de la livraison, la première fraction de l'acompte étant de 10 % au minimum du montant du marché.

Article 7.

Le refinancement des acomptes est assuré par tirage sur le prêt du Trésor Français. Les versements au Gouvernement Royal Hellénique des montants imputés sur ce prêt sont subordonnés à la présentation du relevé des acomptes qui auront été préalablement acquittés par les acheteurs hellènes aux fournisseurs français.

Article 8.

Le prêt du Trésor français porte intérêt à 3,50 % l'an calculé sur le montant du solde dû. Le montant total des tirages effectués pendant chaque année civile est remboursé en quinze annuités d'amortissement égales. La première annuité intervient le 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle les tirages ont été effectués. Les intérêts sont payés avec chaque échéance de capital.

Article 9.

Les crédits garantis, visés à l'alinéa a) de l'article 3, sont d'une durée supérieure à cinq ans et ne peuvent dix ans à partir de la livraison des biens et services ou de la fin des montages lorsque ceux-ci ont été réalisés sous la responsabilité des fournisseurs français. Ils sont amortis par paiements semestriels égaux, le premier intervenant six mois après la fin de l'exécution des prestations.

Article 10.

Les crédits garantis par le Gouvernement Français visés à l'alinéa b) de l'article 3 sont ouverts à la Banque de Grèce. Leur durée est de cinq ans. Ils sont affectés au financement de l'achat des biens dont il est question à l'alinéa b) de l'article 3 et à l'article 4. Ils sont amortis en dix semestrialités égales, la première intervenant six mois après la date à laquelle les crédits sont mis à la disposition de la Banque de Grèce.

Article 11.

Les crédits prévus aux articles 9 et 10 s'appliquent à des contrats conclus après la date de la mise en vigueur des conventions d'application visées à l'article 15.

Article 12.

Les taux d'intérêt des crédits garantis, visés aux alinéas a) et b) de l'article 3 couvrent, à l'exclusion de la prime d'assurance-crédit, l'ensemble des charges financières dues à partir de la date qui détermine leurs points de départ respectivement définis aux articles 9 et 10. Ils commencent à courir à partir de cette même date et sont calculés sur les soldes restant dus.

Le taux d'intérêt des crédits visés à l'alinéa a) de l'article 3 est de 6 % l'an au maximum. Les taux d'intérêt des crédits visés à l'alinéa b) de l'article 3 est au maximum de 4,85 % l'an. Dans l'un et l'autre cas, les intérêts sont payés semestriellement.

Article 13.

Le gouvernement Français s'engage à faciliter dans toute la mesure du possible et dans les délais les plus courts l'utilisation des crédits destinés au financement des biens définis au paragraphe b) de l'article 3.

De son côté, le Gouvernement Hellénique s'engage à faciliter dans toute la mesure du possible et dans les délais les plus courts la conclusion des marchés d'équipement financés par les crédits prévus au paragraphe a) de l'article 3.

Article 14.

Les engagements financiers résultant de l'utilisation et du remboursement du prêt gouvernemental visé à l'article 2 sont souscrits par le Ministère des Finances Hellénique. Ceux qui résultent de l'utilisation et du remboursement des crédits visés à l'alinéa b) de l'article 3 sont souscrits par la Banque de Grèce.

Article 15.

Des conventions particulières détermineront les modalités d'application du présent Protocole, en ce qui concerne les procédures applicables au prêt du Trésor Français et aux crédits garanties visés à l'alinéa b) de l'article 3.

Article 16.

Une commission mixte composée d'un nombre égal de membres français et hellènes se réunira, en tant que de besoin, et à l'initiative de l'une des deux parties pour régler toute question qui pourrait poser l'application du présent Protocole.

Article 17.

Le présent Protocole entre en vigueur à partir de la date de sa signature.

Athènes, le 31 Janvier 1967

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de la République Française.

LISTE A.

des catégories de matériels susceptibles de bénéficier du financement mixte prévu à l'alinéa a) de l'article 3.

- Matériel de chemin de fer
- Matériel de télécommunications et électronique
- Matériel et installations frigorifiques ou de stockage
- Bateaux et navires
- Equipements scientifiques et médico-chirurgicaux
- Equipements pour les industries chimiques, pétrochimiques, sidérurgiques et pour la production d'énergie électrique.

LISTE B

Des biens financés au moyen des crédits prévus à l'alinéa b) de l'article 3

Désignation

Lait à l'état liquide ou pâteux	ex. 04.02
Spécialités pharmaceutiques	30.03
Colorants, couleurs, peintures	ex-chapitre 32
Pneumatiques	40.11
Tissus de fibres synthétiques ou artificielles	51.04
Tissus de laine	53.11
Tissus de coton	55-07 à 55-09
Outillage	82.03 et 82.04
Articles de coutellerie et couverts de table	82.08 à 82.15
Ouvrages divers en métaux communs chapitre 83 sauf	83-08
Meubles frigorifiques	84.15 A
Appareils électriques et objets servant à des usages	85.13 à 85.17
électro - techniques	85.21 à 85.23
	85.25 à 85.28
Voitures automobiles particulières	ex 87.02
Autobus, camions, camionnettes, véhicules	ex. 87.02
à usages spéciaux	et 87.03
Parties et pièces de véhicules automobiles	87.06
Instruments d'optique	90.01 à 90.06
Instruments et appareils de mesure	90.24 à 90.28
Horlogerie	chapitre 91

AVENANT

Au Protocole Financier Entre La Grèce Et La France
Du 20 Août 1964

En vue de permettre le financement d'une part, des vingt six locomotives fournies aux Chemins de fer de l'Etat hellénique par le Groupe Alsthom Brissonneau et Lotz, Société française de matériel de traction électrique et d'autre part, de la Centrale d'Aliveri, commandées par l'Entreprise Publique d'Electricité au Group Alsthom - Stein - Roubaix, certaines dispositions financières du Protocole Financier entre la France et la Grèce du 20 août 1964, sont modifiées comme suit :

Article 1

Le montant des crédits de fournisseurs de 82.000.000 F (quatre vingt deux millions de francs) mentionné à

Partie 1 du Protocole du 20 août 1964 et affecté, d'un commun accord, au financement de projets nécessitant de crédits à long terme, est porté à 91.233.638 F. (quatre vingt onze millions deux cent trente trois mille six cent trente huit francs).

Article 2.

Le montant du prêt gouvernemental de 41.000.000 F. (quarante et un millions de francs) visé à l'article 1 du même Protocole est porté à 43.518.067 F. (quarante trois millions cinq cent dix huit mille soixante sept francs). Sur ce dernier montant, la fraction destinée au règlement des acomptes se rapportant aux projets financés par les crédits de fournisseurs mentionnés ci-dessus, est portée de 23.000.000 F. (vingt trois millions de francs) à 25.518.067 F. (Vingt cinq millions cinq cent dix huit mille soixante sept francs).

Article 3.

Les dispositions du Protocole financier du 20 août 1964 précité, qui ne sont pas modifiées par les deux articles précédents, demeurent en vigueur sous réserve des précisions apportées, pour leur application, par le procès-verbal du 25 novembre 1964 de la Commission mixte franco-hellénique.

Athènes le 31 Janvier 1967

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de la République Française

ΕΛΛΗΝΟΓΑΛΛΙΚΟΝ
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Ἐν τῷ πνεύματι φιλικῶς, τὸ ὁποῖον συνδέει τὴν Ἑλλάδα καὶ τὴν Γαλλίαν καὶ πρὸς ἐνίσχυσιν τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως τῆς Ἑλλάδος ὡς καὶ προώθησιν τῆς συνεργασίας τῶν δύο χωρῶν ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις συνεφωνήσαν ἐπὶ τῶν κάτωθι χρηματοδοτικῶν διατάξεων:

Ἄρθρον 1.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐγγυηθῇ διὰ πιστώσεις, αἱ ὁποῖαι διὰ διευκολύνουν τὴν χρηματοδότησιν ἐμπορικῶν δανειοδοτήσεων ἐνδιαφερουσῶν τὴν Ἑλλάδα καὶ τὴν Γαλλίαν καὶ νὰ προβῇ ὡσαύτως πρὸς τὸν σκοπὸν τούτον εἰς χορήγησιν δανείου εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος. Αἱ ὡς ἄνω χρηματοδοτικαὶ συμβολαὶ ἀνέρονται συνολικῶς εἰς ἑκατὸν δύο (102) ἑκατομμύρια γαλλικὰ φράγκα.

Ἄρθρον 2.

Τὰ εἰς τὸ ἄρθρον 1 καθοριζόμενα χρηματοδοτικὰ μέτρα περιλαμβάνουν:

— ὀγδοήκοντα τέσσαρα (84) ἑκατομμύρια φράγκα ὑπὸ μορφήν πιστώσεων ἡγγυημένων ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως καὶ

— δέκα ὀκτὼ (18) ἑκατομμύρια φράγκα ὑπὸ μορφήν δανείου χορηγουμένου ὑπὸ τοῦ Γαλλικοῦ Θεσαυροφυλακίου εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος. Ἡ χορήγησις τοῦ ἐν λόγω κρατικοῦ δανείου προορίζεται δι' ἐπαναχρηματοδότησιν τῶν προγενέστερον καταβληθέντων ἀγαθῶν βιομηχανικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ συναφῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ ὑπολοίπου τῶν παραγγελιῶν τούτων χρηματοδοτουμένου ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω προβλεπομένων ἡγγυημένων πιστώσεων.

Ἄρθρον 3.

Τὰ εἰς τὸ ἄρθρον 2 καθοριζόμενα χρηματοδοτικὰ μέτρα προορίζονται:

α) μέχρι ποσοῦ ὀγδοήκοντα δύο (72) ἑκατομμυρίων φράγκων, (ἔξ ὧν πενήτηκοντα τέσσαρα (54) ἑκατομμύρια φράγκα ἡγγυημένων πιστώσεων καὶ δέκα ὀκτὼ (18) ἑκατομμύρια

φράγκα κρατικού δανείου) διὰ χρηματοδότησιν παραγγελιών αγαθών βιομηχανικού εξοπλισμού καὶ συναφών υπηρεσιῶν ἐπιλεγόμενων δι' ἀπὸ κοινοῦ συμφωνίας ὑπὸ τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν ἐκ τοῦ εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον προσηρτημένου ἐνδεικτικοῦ πίνακος Α. Ἡ ἀξία ἐκάστης παραγγελίας εἰδῶν ἐξοπλισμοῦ ἀνατιθεμένης εἰς τὴν γαλλικὴν βιομηχανίαν δέον νὰ εἶναι τοῦλάχιστον τριῶν ἑκατομμυρίων (3.000.000) φράγκων.

β) μέχρι ποσοῦ τριάκοντα (30) ἑκατομμυρίων φράγκων, ὑπὸ μορφήν ἡγγυημένων πιστώσεων πρὸς χρηματοδότησιν ἀγαθῶν ἀγορασθέντων ἐν Γαλλίᾳ ἐκ τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὸν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν προσηρτημένον πίνακα Β, καὶ τὰ ὅποια, εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἐλληνικοῦ κανονισμοῦ εἰσαγωγῶν, δέον νὰ πληρωθοῦν τοῖς μετρητοῖς. Ἡ ἀξία ἐκάστης παραγγελίας ἢ ὁμάδος παραγγελιῶν εἰς τὸν αὐτὸν προμηθευτὴν ἀνέρχεται εἰς δέκα χιλιάδας (10.000) τοῦλάχιστον φράγκα.

Ἄρθρον 4.

Ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ εἰς τὸ ἄρθρον 1 καθοριζομένου συνολικοῦ ποσοῦ, αἱ παραγγελίαι καὶ ὑπηρεσίαι, διὰ τὰς ὁποίας δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν αἱ εἰς τὸ ἄρθρον 3 καθοριζόμεναι πιστώσεις, δέον νὰ ἀνατίθενται ἐν Γαλλίᾳ εἰς Γάλλους προμηθευτὰς ἢ δανειστὰς καὶ νὰ ἀφοροῦν γαλλικὰ εἶδη ἢ ὑπηρεσίας ἢ θεωρούμενα ὡς τοιαῦτα.

Ἄρθρον 5.

Αἱ εἰς τὸ ἐδάφιον α' τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπόμεναι παραγγελίαι παρέχουν δικαίωμα εἰς ἀναλήψεις ἐκ τοῦ δανείου τοῦ Ὑπαστυφυλακίου μέχρι τοῦ ποσοῦ τῶν γενομένων προκαταβολῶν, ἐξασφαλιζομένης τῆς χρηματοδότησεως τοῦ ὑπολοίπου διὰ τῶν ἡγγυημένων πιστώσεων. τῶν ὁποίων οἱ διάφοροι τρόποι καθορίζονται κατωτέρω.

Ἄρθρον 6.

Τὸ ποσὸν τῶν προκαταβολῶν διὰ τὰς εἰς τοὺς Γάλλους προμηθευτὰς δοθείσας παραγγελίας ἀντιπροσωπεύει 25 ο)ο τῆς τιμῆς τῶν εἰς τὴν Γαλλίαν ἀνατεθεισῶν παραγγελιῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν. Αἱ προκαταβολαὶ αὗται ἀποτελοῦν ἀντικείμενον τμηματικῶν πληρωμῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀναθέσεως τῆς παραγγελίας μέχρι τῆς ἡμερομηνίας παραδόσεως τοῦ πρώτου τμήματος προκαταβολῆς ἀνερχομένου εἰς 10 ο)ο τοῦλάχιστον τοῦ ποσοῦ τῆς παραγγελίας.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ἀναχρηματοδότησις τῶν προκαταβολῶν ἐξασφαλίζεται δι' ἀναλήψεων ἐκ τοῦ δανείου τοῦ Γαλλικοῦ Ὑπαστυφυλακίου. Αἱ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καταβολαὶ τῶν ποσῶν, τὰ ὅποια καταλογίζονται εἰς τὸ δάνειον τοῦτο, γίνονται κατόπιν ὑποβολῆς ἀντιγράφου τῶν προηγουμένως καταβληθεισῶν προκαταβολῶν ὑπὸ τῶν Ἑλλήνων ἀγοραστῶν εἰς τοὺς Γάλλους προμηθευτὰς.

Ἄρθρον 8.

Τὸ δάνειον τοῦ Γαλλικοῦ Ὑπαστυφυλακίου ἔχει τόκον 3,50 ο)ο ἐτησίως ὑπολογιζόμενον ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τοῦ ὀφειλομένου υπολοίπου. Τὸ συνολικὸν ποσὸν τῶν γενομένων ἀναλήψεων δι' ἕκαστον πολιτικὸν ἔτος ἐξοφλεῖται εἰς δεκαπέντε ἴσας ἐτήσιας χρεωλυτικὰς δόσεις. Ὡς χρόνος τῆς πρώτης ἐτήσιας χρεωλυτικῆς δόσεως λογίζεται ἡ 31η Δεκεμβρίου τοῦ ἐπομένου ἔτους ἀπὸ ἐκεῖνο κατὰ τὸ ὁποῖον ἐγένοντο αἱ ἀναλήψεις. Οἱ τόκοι καταβάλλονται μὲ ἐκάστην λήξιν προθεσμίας κεφαλαίου.

Ἄρθρον 9.

Αἱ εἰς τὸ ἐδάφιον α τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπόμεναι ἡγγυημέναι πιστώσεις εἶναι διαρκείας μεγαλυτέρας τῶν πέντε ἐτῶν καὶ δὲν δύνανται νὰ υπερβῶν τὴν δεκαετίαν ἀπὸ τῆς παραδόσεως τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν ἢ ἀπὸ τοῦ τέλους τῆς συναρμολόγησεως, ὅταν αὕτη ἐγένετο ὑπ' εὐθύνη τῶν Γάλλων προ-

μηθευτῶν. Αἱ ἐν προκειμένῳ πιστώσεις ἐξοφλοῦνται δι' ἴσων ἐξαμηνιαίων πληρωμῶν, καταβαλλομένης τῆς πρώτης ἐξ μῆνας μετὰ τὴν λήξιν πραγματοποιήσεως τῶν δανειοδοτήσεων.

Ἄρθρον 10.

Αἱ εἰς τὸ ἐδάφιον β τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπόμεναι ἡγγυημέναι: ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως πιστώσεις ἀνοίγονται παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ διάρκεια αὐτῶν εἶναι πενταετής. Διατίθενται αὗται διὰ τὴν χρηματοδότησιν ἀγορᾶς ἀγαθῶν, περὶ τῶν ὁποίων γίνεται λόγος εἰς τὸ ἐδάφιον β τοῦ ἄρθρου 3, ὡς καὶ εἰς τὸ ἄρθρον 4. Αἱ ἐν προκειμένῳ πιστώσεις ἐξοφλοῦνται εἰς δέκα ἴσας ἐξαμηνιαίας δόσεις, τῆς πρώτης δόσεως καταβαλλομένης μετὰ ἐξ μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ πιστώσεις τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

Ἄρθρον 11.

Αἱ εἰς τὰ ἄρθρα 9 καὶ 10 προβλεπόμεναι πιστώσεις ἰσχύουν διὰ συμβόλαια συναπτόμενα μετὰ τὴν ἡμέραν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 15 προβλεπομένων συμβάσεων ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 12.

Τὰ εἰς τὰ ἐδάφια α καὶ β τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπόμενα ἐπιτόκια τῶν ἡγγυημένων πιστώσεων καλύπτουν, ἐξαιρέσει: τοῦ ἀσφαλίστρου πιστώσεων, τὸ σύνολον τῶν ὀφειλομένων οἰκονομικῶν ἐπιβαρύνσεων ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καδ' ἣν ὀρίζεται ἡ ἐναρξὶς χρησιμοποίησεως αὐτῶν συμφώνως πρὸς τὰ ἀντιστοιχῶς εἰς τὰ ἄρθρα 9 καὶ 10 καθοριζόμενα. Ἀρχίζουν νὰ τρέχουν ἀπὸ τῆς αὐτῆς ἡμέρας καὶ ὑπολογίζονται ἐπὶ τῶν ἀπομεινόντων ὀφειλομένων ὑπολοίπων.

Τὸ ἐπιτόκιον τῶν εἰς τὸ ἐδάφιον α τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπομένων πιστώσεων εἶναι κατ' ἀνώτατον ὅριον 6 ο)ο. Τὸ ἐπιτόκιον τῶν εἰς τὸ ἐδάφιον β τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπομένων πιστώσεων εἶναι κατ' ἀνώτατον ὅριον 4,85 ο)ο. Εἰς ἀμφοτέρω τὰς περιπτώσεις οἱ τόκοι καταβάλλονται ἐξαμηνιαίως.

Ἄρθρον 13.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ καὶ ἐντὸς τῶν βραχυτέρων προθεσμιῶν διευκολύνῃ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν πιστώσεων πρὸς χρηματοδότησιν τῶν εἰς τὴν παράγραφον β τοῦ ἄρθρου 3 καθοριζομένων ἀγαθῶν.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἐξ ἄλλου Κυβερνήσεως ἀναλαμβάνει ὅποια πλεονεξία τῆς ὅπως ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ καὶ ἐντὸς τῶν βραχυτέρων προθεσμιῶν διευκολύνῃ τὴν τοποθέτησιν παραγγελιῶν ἐξοπλισμοῦ χρηματοδοτούμενων ἐκ τῶν εἰς τὴν παράγραφον α τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπομένων πιστώσεων.

Ἄρθρον 14.

Αἱ οἰκονομικαὶ ὑποχρεώσεις, τὰς ὁποίας συνεπάγονται ἡ χρησιμοποίησις καὶ ἡ ἐξόφλησις τοῦ εἰς τὸ ἄρθρον 2 προβλεπομένου κρατικοῦ δανείου ὑπογράφονται ὑπὸ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν, αἱ δὲ ἀπορρέουσιν ἐκ τῆς χρησιμοποίησεως καὶ ἐξοφλήσεως τῶν εἰς τὸ ἐδάφιον β τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπομένων πιστώσεων ὑπογράφονται ὑπὸ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

Ἄρθρον 15.

Εἰδικαὶ συμβάσεις θὰ καθορίσουν τὸν τρόπον ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμοστέαν διαδικασίαν διὰ τὸ χορηγούμενον δάνειον ὑπὸ τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου Ταμείου καὶ διὰ τὰς εἰς τὸ ἐδάφιον β τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπόμενας ἡγγυημένας πιστώσεις.

Ἄρθρον 16.

Μικτὴ ἐπιτροπὴ αποτελούμενη ἐξ ἰσαριθμῶν μελῶν Γάλλων καὶ Ἑλλήνων θὰ συνέρχεται, ὡςάκις παραστῇ ἀνάγκη καὶ τῇ πρωτοβουλίᾳ τοῦ ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, πρὸς διευθέ-

την οίονδήποτε ζητήματος, το όποιον ήθελε προκύψει εκ της εφαρμογής του παρόντος Πρωτοκόλλου.

*Άρθρον 17.

Η ισχύς του παρόντος Πρωτοκόλλου αρχεται από της ημέρας της υπογραφής του.

Εν Αθήναις τη 31η Ιανουαρίου 1967

Διά την Κυβέρνησιν Διά την Κυβέρνησιν
του Βασιλείου της Ελλάδος της Γαλλικής Δημοκρατίας

Π Ι Ν Α Ξ Α'.

των κατηγοριών υλικών δυναμένων να τύχουν της εις το εδάφιον α' του άρθρου 3 προβλεπομένης μιστής χρηματοδοτήσεως.

- Υλικόν σιδηροδρόμων
- Τηλεπικοινωνιακόν και ηλεκτρονικόν υλικόν
- Υλικόν και εγκαταστάσεις ψήξεως ή αποδηκεύσεως
- Πλοία και πλοίαρτα
- Επιστημονικός και ιατροχειρουργικός εξοπλισμός
- Εξοπλισμός χημικών, πετροχημικών, σιδηροδρομικών διομηχανιών
- ως και παραγωγής ηλεκτρικής ενέργειας.

Π Ι Ν Α Ξ Β'.

των χρηματοδοτούμενων έργων εκ των εις το εδάφιον β' του άρθρου 3 προβλεπομένων πιστώσεων.

Όνομασία:

Αριθμός Τελωνειακού
Δασμολογίου

Γάλα εν ύγρα ή πολτώδει καταστάσει	04.02
Φαρμακευτικά ιδιοσκευάσματα	30.03
Χρωστικά υλικά, χρώματα, βαφαι	Κεφάλαιον 32
Επίσωτρα και αεροθάλαμοι	40.11
Υφάσματα εκ συνθετικών ή τεχνικών ινών	51.04
Μάλλινα υφάσματα	53.11
Βαμβακερά υφάσματα	55.07 έως 55.09
Εργαλεία	82.03 και 82.04
Μοχαίρια, πηρούνια, κοχλικάρια κλπ. επιτραπέζια είδη	82.08 έως 82.15
Διάφορα είδη εκ κοινών μετάλλων	Κεφάλαιον 83 πλην 83.08
Ψυγεία Ηλεκτρικά	84.15 Α
Ηλεκτρικά συσκευαί και αντικείμενα	85.13 έως 85.17
ηλεκτρονικής χρήσεως	85.21 έως 85.23 85.25 έως 85.28
Αυτοκίνητα επιβατικά	εκ 87.02
Λεωφορεία, φορτηγά αυτοκίνητα, μικρά	εκ 87.02
φορτηγά αυτοκίνητα, τροχοφόρα, ειδικής χρήσεως	και 87.03
Εξαρτήματα και ανταλλακτικά αυτοκινήτων εν γενει	εκ 87.06
Οπτικά όργανα	90.01 έως 90.06
Όργανα και συσκευαί μετρήσεως	90.24 έως 90.28
είδη ωρολογιοποιίας	Κεφάλαιον 91

Τ Ρ Ο Π Ο Π Ο Ι Η Σ Ι Σ

Του μεταξύ Ελλάδος και Γαλλίας Οικονομικού Πρωτοκόλλου της 20ης Αυγούστου 1964.

Διά να καταστή δυνατή ή χρηματοδότησις αφ' ενός των είκοσιεξ ατμομηχανών, τας οποίας ή Όμας ALSTHOM

BRISSONNEAU ET LOTZ, γαλλική εταιρεία υλικού ηλεκτρικής έλξεως έπρομήθευσεν εις τους Σιδηροδρόμους του Έλληνικού Κράτους και αφ' ετέρου του εργοστασίου παραγωγής ηλεκτρισμού Αλιβερίου, παραγγελλέντων υπό της Δημοτίας Έπιχειρήσεως Ηλεκτρισμού εις την Όμαδα ALSTHOM — STEIN — ROUBAIX, οικονομικά τινες διατάξεις του μεταξύ Ελλάδος και Γαλλίας Οικονομικού Πρωτοκόλλου της 20ης Αυγούστου 1964 τροποποιούνται ως κάτωθι:

*Άρθρον 1.

Το εις το άρθρον 1 του Πρωτοκόλλου της 20ης Αυγούστου 1964 αναφερόμενον ποσόν των πιστώσεων προμηθευτών 82.000.000 φρ. (ογδοήκοντα δύο εκατομμυρίων φράγκων) και δι' από κοινού συμφωνίας προοριζόμενον διά χρηματοδότησιν έργων απαιτούντων μακροπροθέτους πιστώσεις αυξάνει εις 91.233.638 φρ. (ενενήκοντα εν εκατομμύρια διακοσίας τριάκοντα τρεις χιλιάδας εξακόσια τριάκοντα οκτώ φράγκα).

*Άρθρον 2.

Το εις το άρθρον 1 του αυτού Πρωτοκόλλου προβλεπόμενον ποσόν του κρατικού δανείου 41.000.000 φρ. (τεσσαράκοντα ενός εκατομμυρίων φράγκων) αυξάνει εις 43.518.067 φρ. (τεσσαράκοντα τρία εκατομμύρια πεντακοσίας δεκαοκτώ χιλιάδας εξήκοντα επτά φράγκα). Εκ του τελευταίου τούτου ποσού το τμήμα εκείνο το όποιον προορίζεται διά την τακτοποίησιν των προκαταβολών, αι όποιαι αφορούν τα χρηματοδοτούμενα έργα εκ των πιστώσεων προμηθευτών ανωτέρω αναφερομένων, αυξάνει από 23.000.000 φρ. (είκοσι τρία εκατομμύρια φράγκα), εις 25.518.067 φρ. (είκοσι πέντε εκατομμύρια πεντακοσίας δεκαοκτώ χιλιάδας εξήκοντα επτά φράγκα).

*Άρθρον 3.

Αί διατάξεις του προαναφερθέντος Οικονομικού Πρωτοκόλλου της 20ης Αυγούστου 1964, αι όποιαι δεν τροποποιούνται διά των δύο προηγουμένων άρθρων, παραμένουν εν ισχύι με την επιφύλαξιν των διά την εφαρμογήν των γενομένων διευκρινίσεων διά του πρακτικού της 25ης Νοεμβρίου 1964 της Μιστής Γαλλοελληνικής Έπιτροπής.

Εν Αθήναις τη 31η Ιανουαρίου 1967

Διά την Κυβέρνησιν Διά την Κυβέρνησιν
του Βασιλείου της Ελλάδος της Γαλλικής Δημοκρατίας
*Άρθρον 3ον.

Κυρούνται, αφ' ης ισχυσαν, οι υπ' αριθμ.: 28 της 11 Φεβρουαρίου 1966 και 162 της 19 Σεπτεμβρίου 1967 πράξεις του Υπουργικού Συμβουλίου, έχουσαι ούτω:

ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Πράξις υπ' αριθ. 28 της 11ης Φεβρουαρίου 1966
ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβόν υπ' όψιν:

Τας περί Όργανισμού του Υπουργείου Συντονισμού διατάξεις, εν όψει δε και μέχρι της νομοθετικής κυρώσεως της συμφωνίας δανεισμού φράγκων 123.000.000 παρά της Γαλλικής Κυβερνήσεως, υπογραφείσης εν Αθήναις την 20ην Αυγούστου 1964, αποφασίζει:

Όπως εξουσιοδοτηθή ο Υπουργός επί των Οικονομικών ίνα υπογράψη τους σχετικούς πιστωτικούς τίτλους διά των όποιων θέλει τακτοποιηθή ή ανάληψις των αναγκαούντων ποσών εκ του διακρατικού δανείου διά την επαναχρηματοδότησιν των προκαταβολών εναντι των μακροπροθέτους έμπορικων πιστώσεων ως και διά την παγιοποίησιν του ήδη προκαταβληθέντος τμήματος του διακρατικού δανείου εκ 18 εκ. φράγκων κατά τα εν τη ειρημένη συμφωνία όριζόμενα.

Η παρούσα κυρωθήσεται νομοθετικώς, μερίμνη του Υπουργείου Συντονισμού.

Ο Πρόεδρος

Οι Αντιπρόεδροι

Τα Μέλη

ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Πράξις ὑπ' ἀριθ. 162 τῆς 19ης Σεπτεμβρίου 1967
ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαθὼν ὑπ' ὄψιν:

Τὰς περὶ Ὁργανισμοῦ τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ διατάξεις, ἐν ὧσι δὲ καὶ μέχρι νομοθετικῆς κυρώσεως: α) Τοῦ ὑπογραφέντος τὴν 31.1.1967 Συμπληρώματος (AVEANT) τοῦ Οἰκονομικοῦ Πρωτοκόλλου τῆς 20.8.1964 περὶ παροχῆς χρηματοδοτήσεως ἐκ φράγκων 123.000.000 ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως καὶ β) τοῦ Οἰκονομικοῦ Πρωτοκόλλου μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλίας ὑπογραφέντος ὡσαύτως τὴν 31.1.1967 περὶ παροχῆς χρηματοδοτήσεως φράγκων 102.000.000 ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως, ἀποφασίζει:

Ὅπως ἐξουσιοδοτηθῇ ὁ Ὑπουργὸς ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἵνα ὑπογράψῃ τοὺς πιστωτικοὺς τίτλους διὰ τῶν ὁποίων θέλει τακτοποιηθῇ ἡ ἀνάληψις τῶν ἀκολούθων ποσῶν: Πρῶτον, φράγκων 2.518.067,, ποσὸν τὸ ὅποιον ἀντιστοιχεῖ εἰς τὴν διὰ

τοῦ ὑπὸ (α) ἀνωτέρω Συμπληρώματος γενομένην αὔξησιν τοῦ εἰς τὸ Οἰκονομικὸν Πρωτόκολλον τῆς 20.8.1964 ὑπαγομένου διακρατικοῦ δανείου ἀπὸ φράγκα 41.000.000 εἰς φράγκα 43.518.067. Δεύτερον, φράγκων 18.000.000 ποσὸν τὸ ὅποιον ἀντιστοιχεῖ εἰς τὸ διακρατικὸν δάνειον τὸ ὑπαγόμενον εἰς τὸ ὑπὸ (β) ἀνωτέρω Οἰκονομικὸν Πρωτόκολλον.

Ἡ παρούσα κυρωθήσεται νομοθετικῶς μερίμνη τοῦ κ. Ὑπουργοῦ ἐπὶ τοῦ Συντονισμοῦ.

Ὁ Πρόεδρος

Τὰ Μέλη

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τοῦ Συντονισμοῦ Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14ῃ Μαΐου 1968

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΓΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ
Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ιανουαρίου 1966 ή ετήσια συνδρομή της Έφημερίδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τη Έφημερίδι της Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ως κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διά τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » Τεύχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λπ. ...	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογούν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διά τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » Τεύχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λπ. ...	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ...	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων ...	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ δίκλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 ...	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παρασχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000

ΙΙ. Τῶν περὶ παρασχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν

Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	» 5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' τεύχος καὶ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδείων πωλήσεως ἱματικῶν υδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως ὅπερ, μερίμνη τοῦ ενδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321) 31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ, ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

ΘΕΟΦ. ΚΩΣΤΟΜΕΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ